

## Burundi : Rafles et recensement, le pouvoir resserre son étai sur la population

@rib News, 13/05/2016 â€“ Source AFP Le gouvernement du Burundi, pays plongé dans une grave crise politique depuis plus d'un an, a récemment multiplié les rafles dans les zones réputées acquises à l'opposition et resserré sa surveillance de la population dans le but affiché d'en "contrôler tous les mouvements". Pour la seule matinée de vendredi, une centaine de personnes ont été arrêtées dans le quartier contestataire de Musaga, dans le sud de Bujumbura. Et plusieurs dizaines d'autres hommes, jeunes ou plus âgés, ont subi le même sort à Mugamba, une commune de la province méridionale de Bururi, une des plus troublées du pays.

Le maire de Bujumbura, Freddy Mbonimpa, a justifié l'opération dans sa ville par la nécessité de "contrôler et de parvenir à maîtriser les mouvements de la population". Des dizaines de policiers et de soldats ont arrêté adultes et enfants qui se rendaient au travail ou à l'école trs vendredi. D'autres ont été arrêtés à l'intérieur de leur maisons selon plusieurs témoins contactés. "Ils ont pris tous les hommes, les jeunes gens et même des adolescentes en uniforme qui allaient à l'école", a raconté une femme, dont le mari et les deux fils ont été emmenés. Celle-ci a dénoncé la "brutalité" des forces de l'ordre pendant l'arrestation: "Ils rudoient tout le monde, vous insultent lorsque vous ouvrez la bouche, donnent des gifles. Nous vivons dans la terreur de voir les nôtres partir et ne plus revenir car ces arrestations massives ont lieu presque tous les jours", a-t-elle ajouté, requérant l'anonymat pour préserver sa sécurité. Les Nations unies et plusieurs ONG de défense des droits de l'Homme ont rapporté de nombreux cas de disparition forcée ces derniers mois au Burundi, à la faveur d'arrestations par les forces de l'ordre. Mercredi déjà, soldats et policiers avaient arrêté plus de 100 personnes à Bujumbura. Comme souvent dans ces opérations, la majorité a été relâchée très rapidement mais quatre personnes selon la police, une dizaine selon des témoins, demeurent aujourd'hui incarcérées. Selon un diplomate occidental en poste au Burundi, qui a requis l'anonymat, "les autorités craignent un retour des groupes armés dans certains quartiers, notamment à Musaga. Elles ont donc multiplié ces derniers temps les contrôles pour essayer de les identifier". Le Burundi a plongé dans une grave crise émaillée de violences lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat. Réélu en juillet, il est accusé par l'opposition, la société civile et une partie de son propre camp d'avoir ainsi violé la Constitution et l'accord d'Arusha qui mit fin à la guerre civile entre 1993 et 2006 (300.000 morts). Les violences ont déjà fait plus de 500 morts et poussé plus de 270.000 personnes à quitter le pays. Lors des opérations de ratissage, il arrive que les forces de l'ordre accompagnées d'insurgés "repentis" arrêtent ceux que ces derniers désignent comme leurs anciens complices, a reconnu le maire de Bujumbura. La plupart du temps, les forces de sécurité vérifient l'identité des personnes arrêtées et s'assurent, selon Mbonimpa, que les "cahiers de ménage" sont régulièrement tenus à jour. Ces "cahiers de ménage" désignent des fichiers où les chefs de famille sont tenus de noter les noms des membres de leur foyer, parents et domestiques. Un exemplaire du cahier est conservé par la commune de son ressort. Le responsable du foyer est également obligé de rapporter le nom de ses visiteurs, même d'un soir, au "Nyumbakumi", un responsable administratif en charge de 10 ménages. "Nous voulons éradiquer les derniers terroristes qui lancent encore des grenades à Bujumbura, et pour cela, on doit savoir qui vit dans chaque quartier. Il faut qu'on contrôle tous les mouvements de la population", a insisté Freddy Mbonimpa. Jeudi soir, une nouvelle attaque à la grenade contre un bar proposant de la bière artisanale a fait un mort et 17 blessés à Bwiza, un quartier populaire du centre de Bujumbura. Les opérations policières devraient se poursuivre dans les semaines qui viennent: le 1er mai, M. Nkurunziza a donné deux mois aux forces de l'ordre pour ramener la sécurité dans tout le pays.